

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Intervention de Gérard Filoche au Conseil national du PS
le samedi 15 novembre 2014

Le socialisme est une idée neuve

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : jeudi 20 novembre 2014

Démocratie & Socialisme

Chers camarades, bonjour,

Le socialisme est une idée neuve.

C'est une idée du XXI^e siècle, la société de l'avenir, opposée au capitalisme que nous subissons avec son cortège de misères, d'inégalités, de chômage et de guerres. **Nous n'avons pas à renoncer à notre nom de socialistes, il est beau** ; nous n'avons pas à renoncer à notre histoire. Nous avons publié un livre en 2005 qui relatait un siècle d'histoire, de combats de 1905 à 2005, nous avons célébré Jean Jaurès, nous avons adopté en 2006 une déclaration de principes avec François Hollande, qui situait notre parti dans la longue tradition de la Commune de Paris, du Front populaire, de la Libération, de mai 68... C'est avec notre parti dans l'Union de la gauche, avec tous les salariés, que nous avons gagné les 40 h, les 39 h, les 35 h, les congés payés, la sécurité sociale, les retraites, à 60 ans... Nous avons à être fiers de cela. Et nous avons à continuer ce combat.

Bien sûr, il faut réussir le quinquennat. Il reste deux ans et demi. Il faut le sauver de l'échec. Car ce serait un échec pour toute la gauche. Pire qu'en 1993. Et la droite reviendrait en faisant encore pire, elle détruirait tout ce qui reste de conquêtes du programme du Conseil national de la résistance.

Mais pour sauver le quinquennat, on l'a bien vu, il faut changer de ligne politique. C'est la ligne d'austérité du gouvernement, celle qui cherche le soutien du Medef au détriment des salariés, qui nous a fait perdre aux municipales les 23 et 30 mars, puis le 25 mai a permis que Le Pen soit en tête. La France est de gauche, nos électeurs sont majoritaires ; mais ils attendent depuis mai-juin 2012 une politique de gauche. Faute de la voir venir, ils s'abstiennent, ce qui fait mécaniquement monter, sans qu'elles progressent en voix, la droite et l'extrême droite.

Le président, jusque-là, expliquait que c'était parce qu'on ne voyait pas les résultats de sa politique, et qu'il fallait attendre ces résultats. Mais lors de sa dernière conférence de presse, il a changé en affirmant qu'il n'y aurait pas de résultats avant 2017, mais qu'il fallait quand même poursuivre la... même politique, que les « résultats » seraient pour son successeur !

Ce n'est plus le « changement maintenant » ni demain, mais après demain. Evidemment cela n'aidera pas à sauver le quinquennat : nous perdrons massivement les départementales et les régionales, comme les premiers sondages l'indiquent. C'est un malheur de comprendre cela, et de le dire, car il ne plait à personne de prévoir une catastrophe, de jouer les Cassandre. On veut la victoire, pas la défaite.

Mais pour la victoire, il faut rassembler sur une politique à gauche. Rassembler, c'est ce que ne fait pas l'actuel gouvernement. Pour rassembler, il ne faut pas exclure des ministres : il faut au contraire, comme le disait François Mitterrand, « *rassembler d'abord les socialistes* ». *Pas leur dire qu'ils sont la « gauche passésiste », pas leur dire qu'ils sont « une étoile morte », pas leur demander de changer de nom, pas les menacer de « mourir ».* Pour gagner il faut rejeter toute tentation putschiste de prendre le Parti à la hussarde à l'occasion de son congrès. Il ne faut pas exclure les ministres du gouvernement, ni les députés du groupe parlementaire, ni les militants du parti. Le moment n'est pas à exclure quiconque, mais à prendre le soin d'intégrer tous les socialistes. Et cela ne peut se faire sur une politique libérale, évidemment. Mais sur une politique socialiste bien sûr.

Pareil pour la gauche. On ne peut gagner sans l'unité de la gauche. Sans l'unité rose, rouge, verte. La majorité existe ainsi au Parlement. Nos électeurs l'ont voulu ainsi. L'heure n'est pas d'aller chercher ailleurs une majorité avec l'UDI ou l'UMP. L'heure est à reconstruire, consolider l'unité de la gauche, sinon nous perdrons tous, toutes les élections à venir. Et il ne faut pas le faire avec un seul accord de sommet au dernier moment, sans contenu nouveau. Il faut un contenu pour des listes communes qui soit perçu par les électeurs comme un

changement dynamique, unitaire, ré orienté à gauche, avec des éléments spectaculaires, attendus, souhaités, en matière de réforme fiscale, de hausse des salaires, de redistribution des richesses, de reconstruction du droit du travail.

Et là je veux, comme l'a fait Benoit Hamon tout à l'heure, prendre un exemple dans l'actualité.

Et dans l'actualité, il s'est passé un énorme évènement qui n'a pas été souligné par nous comme il aurait dû l'être. C'est l'énorme scandale Juncker. Il a été révélé que le chef de la Commission européenne, qui dirige l'Europe de fait, avait pendant des décennies trafiqué avec des centaines de multinationales, des détournements d'impôts. Cet homme qui exige rigueur budgétaire, baisse des déficits, et paiement des dettes, a travaillé à désorganiser cette rigueur, à saboter les équilibres budgétaires. C'est une affaire Cahuzac à la puissance 10 000. Il ne s'agit pas de 600 000 euros, mais de centaines de milliards ; on parle de 3800 fonds de pension qui déposaient 2400 milliards d'euros, on ne sait pas, 2800 peut-être. En tout cas cela concerne 340 multinationales, dont 58 françaises. C'est à dire 58 grandes entreprises françaises qui blanchissaient là-bas leur argent pour ne payer d'impôt à notre République. Il ne s'agit pas de 400 millions ou de 800 millions dont on parle de ci de là pour les prélever sur les allocations familiales ou sur nos petites retraites. Il ne s'agit pas de 9 milliards retirés à notre Sécurité sociale, à notre santé, ou de 11 milliards retirés aux collectivités territoriales, mais de centaines de milliards de détournement, de fraude : on parle de 60 milliards par an, dans l'enquête Luxleaks. Des milliards qui manquent à la France, à notre budget, à notre protection sociale, à nos salaires...

Et pendant ce temps-là, on donne 41 milliards à ce patronat, à ces 58 multinationales, au Medef, à Pierre Gattaz, mais celui-ci, s'enhardit par nos offres sans contre parties. Il n'entend partager aucune responsabilité, mais se permet, sentant notre faiblesse, maintenant, d'exiger le licenciement sans motif, la suppression des délégués du personnel, des comités d'entreprises, des CHSCT, la fin de toute durée légale du travail, la fin des 35 h, la fin du smic, la fin du code du travail, des prud'hommes, la fin des contrôles et la casse de l'inspection du travail, la fin de la médecine du travail, le contrôle accru des chômeurs, la fin du paiement des cotisations sociales... Jamais, sentant qu'on le courtise, il ne s'était tant permis. Alors, pour sauver la fin du quinquennat, il serait peut-être temps de lui dire « stop », à lui et à ses semblables, ces PDG qui, alors que les salaires sont bloqués, se goinfrent de centaines de Smic...